

Objet : Approbation du Compte Financier Unique 2024 - Budget An

L'an deux mille vingt-cinq, le dix avril, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-huit mars deux mille vingt-cinq, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à COMMERCEY

Etaient présents : **Boncourt-sur-Meuse** : GUEPET Yann *suppléant de LARDÉ Philippe* ; **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : LANterne Bruno ; **Commercey** : BARREY Patrick, CAHU Gérald, CARE Florent, GENARD Angélique, KIEFER Sandrine, LAURENT Claude, LEMOINE Olivier, THIRIOT Elise ; REYRE Benoit ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : DAL ZOTTO Véronique *suppléante de FILLION Jean-Charles* ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : BIZET Jehanne *suppléante de DUVAL Didier* ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : BONAFINI Monique *suppléante de HENRY Jean Luc* ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain, GUERILLOT Virginie ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Commercey** : DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, MARCHAND Martine, SACCHIERO Laëticia ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie, MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, DI RISIO Ghislaine ; HOCQUART Clothilde ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, SINAMA POUJOLLE David, LECLERC Madeleine ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Pouvoirs ont été donnés à :

REYRE Benoît de MILLOT Nicolas ; FERIOLI Alain de SINAMA David ; SCHMITT Robert de LAFROGNE Nicolas ; BIZARD Michel de BEAUSEIGNEUR Hugues ; GEOFFROY Alain de DINE Régis ; GUERILLOT Virginie de HOCQUART Clothilde

Secrétaire de séance : ROCHON Sylvie

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 52

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de suffrages exprimés : 59

VOTES : Pour : 59 - Contre : 0 - Abstention : 0

Objet : Approbation du Compte Financier Unique 2024 - économique

10/04/2025 Délibération n° 27-2025

Le compte financier unique constitue le document budgétaire qui se substitue à la fois au compte administratif et au compte de gestion.

L'article 242 de la loi de finances pour 2019 a institué une expérimentation du compte financier unique (CFU) qui s'est déroulée de l'exercice budgétaire 2021 à l'exercice budgétaire 2023. Cette expérimentation a fait l'objet d'un bilan remis par le Gouvernement au Parlement.

Sur la base des propositions du bilan final du Gouvernement remis au Parlement sur l'expérimentation du compte financier unique, l'article 205 de la loi de finances pour 2024 généralise le CFU au plus tard au titre de l'exercice 2026.

La décision a été prise d'appliquer le dispositif dès la clôture des comptes 2024.

Il est demandé au Conseil Communautaire d'arrêter et d'approuver le compte financier unique 2024 du Budget Annexe DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE.

Vu les articles L1612-12 et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux EPCI ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, permettant l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) par les entités volontaires, modifié par l'article 137 de la loi de finances pour 2021, l'article 145 de la loi de finances pour 2023 et l'article 205 de la loi de finances pour 2024 ouvrant de nouvelles périodes de candidatures à l'expérimentation ;

Vu la décision du 08 juillet 2024 relative à l'adhésion au dispositif du compte financier unique (CFU) dès le 1^{er} janvier 2025 pour les comptes 2024 ;

Vu la délibération n°133-2022 du 19 Décembre 2022 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier et autorisant le Président à procéder, à compter du 1er janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

Vu le compte financier unique 2024 du Budget Annexe DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE présenté ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, arrête et approuve le compte financier unique 2024 du Budget Annexe DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE présenté :

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

Envoyé en préfecture le 16/04/2025
 Reçu en préfecture le 16/04/2025
 Publié le
 ID : 055-200066157-20250410-27_2025-BF

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 434 273,00	1 820 988,75	3 255 241,75
	Recettes réalisées (1)	B	383 920,50	632 275,64	1 016 196,14
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	858 604,21	1 820 988,75	2 679 572,96
	Dépenses réalisées (1)	E	581 901,95	632 275,64	1 214 177,59
	Restes à réaliser	F	60 000,00	0,00	60 000,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	-197 981,45	0,00	-197 981,45
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-575 668,79	0,00	-575 668,79
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-773 650,24	0,00	-773 650,24
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-60 000,00	0,00	-60 000,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-833 650,24	0,00	-833 650,24

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.
Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président



Francis LECLERC

Date de convocation : 28/03/2025

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.